



Février 2014

ENQUÊTE OCEMO SUR LES ATTENTES DE LA JEUNESSE

Premiers enseignements

En Méditerranée, l'inclusion sociale et professionnelle d'une fraction de la jeunesse est problématique. Les jeunes sans diplôme et certains diplômés de l'université sont les plus exposés.

A côté du programme « **Nouvelle Chance** », déployé avec le soutien de l'AFD, le programme jeunesse de l'**OCEMO**, conçu par le Pr. Reiffers, propose de créer des données comparables sur la situation des jeunes et leurs attentes. Le but est d'aider à mieux orienter l'action des décideurs publics et privés en faveur des jeunes.

Une première enquête dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz - MTH a été réalisée en 2013, en partenariat avec l'ONDH, et avec l'appui technique de la direction de la statistique du HCP. Le choix de se concentrer sur une région correspond à la conviction que l'implication des responsables locaux est nécessaire à l'action en faveur des jeunes.

Pour le Maroc, c'est la première enquête régionale sur les jeunes. Elle s'inscrit parfaitement dans la nouvelle stratégie de la régionalisation avancée. Ses données originales constituent un matériel unique pour enrichir le débat régional sur la jeunesse et aider à territorialiser l'action publique. Elle est vue par les partenaires marocains comme une bonne pratique de coopération.

Cette enquête régionale crée une opportunité pour les acteurs locaux de débattre du projet d'observatoire régional de la jeunesse. Elle constitue également une bonne pratique susceptible d'être transposée à d'autres régions du pays.

L'enquête OCEMO, une bonne pratique de coopération décentralisée

L'enquête OCEMO vise à produire de la connaissance pour guider l'action. Elle fait partie du programme jeunesse de l'Office, qui comprend aussi des actions opérationnelles, dont la plus emblématique est le **projet MedNC** (Encadré 1).



MedNC
Network

Depuis l'origine du projet, la position de l'OCEMO consiste à travailler en association étroite avec les partenaires marocains. Ils ont été impliqués dès la phase de conception de l'enquête, dans une bonne pratique d'apprentissage mutuel.

Encadré 1

Le programme **MedNC** consiste à développer un réseau de dispositifs labellisés «**Nouvelle Chance**», spécifiquement adaptés aux contextes et aux besoins des pays méditerranéens en s'appuyant sur l'expérience des Ecoles de la Deuxième Chance françaises. Il a pour objectif de proposer un axe de travail face à l'ampleur du défi économique et social que représente le chômage des jeunes dans la région Méditerranée.

L'enjeu : doter les jeunes décrocheurs du système scolaire et les jeunes diplômés au chômage d'un socle de compétences de base et d'un parcours pédagogique avec une expérience en entreprise.

Il s'agit de proposer une alternative au système éducatif classique. Ce programme est piloté par l'**OCEMO** en partenariat avec l'Ecole de la Deuxième chance de Marseille (**E2C**) et bénéficie de l'appui de l'Agence Française de Développement.



Les trois points forts :

- 1** L'enquête OCEMO est la première enquête régionale sur les jeunes au Maroc. Elle permet de combler un réel déficit en informations territorialisées à un moment où le Maroc s'apprête à mettre en œuvre une réforme institutionnelle pour une régionalisation avancée. De plus, cette enquête régionale vient compléter les enquêtes nationales déjà menées par le HCP et la Banque Mondiale ;
- 2** Cette enquête a eu un apport en termes de renforcement de capacité de l'expertise nationale et locale au Maroc :



le programme de collecte assistée par ordinateur (CAPI) a été développé localement par un jeune informaticien travaillant en indépendant ;

- 3** Le projet se situe dans un cadre partenarial original associant l'Université, les collectivités territoriales (Ville de Marrakech, Conseil régional), les services déconcentrés, les ONG, les institutions nationales (le HCP et notre partenaire de référence, l'ONDH) et les institutions internationales. De plus, compte tenu de sa composition, l'OCEMO peut servir de point d'appui pour renforcer des relations entre les acteurs locaux de la région de Marrakech et ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Conseil général, Conseil régional, ONG, Université, Ville).

Encadré 2

L'échantillon concerne un peu plus de **1300 jeunes**. Les entretiens ont eu lieu en face-à-face, avec le chef de ménage puis le ou les jeunes tirés au hasard. Jusqu'à cinq visites ont parfois été nécessaires pour joindre les personnes sélectionnées et le taux de réponse final est très élevé (**94%**). De plus, environ **90%** des jeunes interrogés ont accepté de répondre à une future enquête sur les jeunes.

Le caractère aléatoire de l'échantillon et le taux de réponse très élevé garantissent la fiabilité des résultats.

La région choisie est très diversifiée (territoires ruraux et urbains, montagne et vallée, littoral,...) et regroupe **10%** de la population du Maroc. Le champ retenu est assez large (**15-34 ans**) pour observer les premiers emplois des diplômés de l'enseignement supérieur et les premières installations en emploi indépendant, en plus des premières activités professionnelles d'adolescents ayant un faible bagage scolaire.

L'exploitation est prévue en trois phases :

La première, la production de données, est achevée. Le protocole d'enquête (la méthodologie et le questionnaire) nécessaire pour une duplication dans une autre région ou pays a été testé avec succès (Encadré 2).

La deuxième, la valorisation scientifique est en cours de mise en place avec l'appui des membres de la Vice-présidence recherche de l'Ocemo et celui de l'Université locale (Cadi Ayyad). Trois contributions scientifiques sont en cours d'élaboration à partir de la base de données provisoire de l'enquête OCEMO. Des rapports scientifiques seront ainsi mis à disposition de différentes parties prenantes.

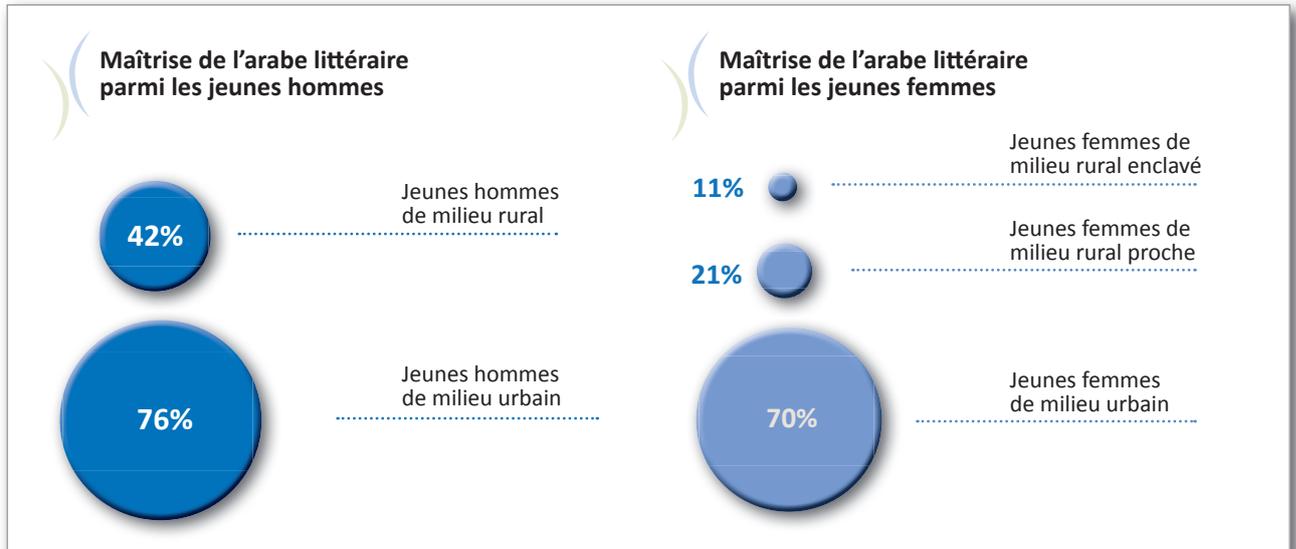
La troisième consiste à impliquer les acteurs locaux pour une utilisation des résultats en appui de leurs actions en faveur des jeunes. Le partenariat en cours de construction (producteurs d'information, chercheurs, collectivités territoriales et autres acteurs locaux) devrait déboucher sur un premier observatoire régional de la jeunesse. Le président du Conseil régional de Marrakech-Tensift-Al Haouz a donné son accord de principe pour en parrainer la mise en place.

Premiers enseignements

Identification d'une fracture territoriale qui est un frein au développement : non seulement entre milieu urbain et milieu rural, mais également entre le milieu rural enclavé (**12,5%** des jeunes vivant à plus d'une heure et demie de distance des centres urbains) et le milieu rural plus proche des villes. Cette fracture touche particulièrement les jeunes femmes.

- ▶ **En termes d'accès à l'éducation** : **25%** des jeunes interrogés ne sont jamais allés à l'école ou presque. C'est le cas de **1%** des jeunes hommes et de **12%** des jeunes femmes en milieu urbain, de **23%** des jeunes hommes et **48%** des jeunes femmes en milieu rural proche, et de **36%** des jeunes hommes et **57%** des jeunes femmes en milieu rural enclavé.
- ▶ **En termes de maîtrise de l'écrit** : plus de **70%** des jeunes urbains, hommes ou femmes, ont une bonne ou très bonne maîtrise de la langue écrite, c'est le cas de seulement **42%** des jeunes hommes en milieu rural. La maîtrise de l'écrit est rare parmi les jeunes femmes rurales : **21%** près des villes et **11%** en milieu rural enclavé. En moyenne, un peu plus d'un jeune sur deux ne maîtrise pas bien l'écrit (voir Graphique).

Graphique



Très forte attente d'emplois de meilleure qualité : une grande majorité des jeunes (**75%**) déclarent vouloir accéder à un emploi ouvrant des droits au système de protection sociale. Hommes comme femmes, jeunes encore en cours d'études ou déjà sur le marché du travail se sentent aussi concernés.

Cette attente peut être rapprochée de la difficile insertion professionnelle des jeunes interrogés, *outsiders* sur le marché du travail. Souvent, les emplois occupés n'offrent aucune protection sociale ou juridique : **39%** des jeunes interrogés qui occupent un emploi sont des aides familiaux, sans salaire ni couverture sociale ; près de **90%** des jeunes occupant un emploi n'ont ni sécurité sociale, ni mutuelle ; **71%** des jeunes salariés n'ont pas de contrat de travail ; **69%** des jeunes salariés déclarent que leur employeur appartient au secteur informel (**58%** hors agriculture).

De plus, cette absence de protection s'ajoute à d'autres indicateurs de mauvaise qualité des emplois : environ la moitié de ceux qui occupent un emploi non familial s'estiment surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent et **56%** d'entre eux sont en situation de sous-emploi. D'ailleurs, **51%** des jeunes interrogés occupant un emploi en souhaitent un autre, principalement pour augmenter leurs revenus.

La demande de protection sociale n'est cependant pas synonyme de préférence pour l'emploi public.

La plupart de ceux qui recherchent un emploi n'indiquent aucune préférence en matière de catégorie institutionnelle de l'employeur potentiel.

Forte vulnérabilité des jeunes les moins formés : les jeunes diplômés sont plus souvent au chômage mais les décrocheurs du système scolaire sont dans une situation d'éloignement de l'emploi plus importante (une partie d'entre eux ne cherche même plus d'emploi par découragement et est donc en situation d'inactivité).

Lorsqu'ils occupent un emploi, les décrocheurs sont plus souvent aides familiaux ou salariés d'entreprises informelles que les diplômés.

Diversité des attentes des jeunes et de leur positionnement vis-à-vis de la société, en dehors du consensus sur l'emploi. Les réponses fournies aux questions d'opinions générales permettent de dégager cinq groupes différenciés de jeunes (selon leurs anticipations d'avenir professionnel, leur projet de vie prioritaire, la liberté de décision qu'ils estiment avoir, leur représentation de la réussite professionnelle) :

- jeunes confiants dans l'avenir,
- jeunes en ascension sociale,
- jeunes plutôt libres,
- jeunes sans perspective professionnelle,
- jeunes en insertion difficile.

Ces deux derniers groupes (**40%** de l'ensemble) se situent pour l'un en marge du marché de l'emploi, pour l'autre dans une situation professionnelle et financière précaire. La précarité professionnelle vécue par certains jeunes a **des conséquences sur les autres transitions vers l'âge adulte** (départ du domicile parental et formation des familles : entre 30 et 34 ans, **31%** des jeunes hommes et **19%** des jeunes femmes sont toujours célibataires ; au même âge, **38%** des jeunes femmes cohabitent avec leurs parents ou beaux-parents et c'est le cas de **55%** des jeunes hommes interrogés).

Glossaire

- AFD :** Agence Française de Développement
HCP : Haut-Commissariat au Plan
MTH : Marrakech-Tensift-Al Haouz
ONDH : Observatoire national du développement humain
OCEMO : Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient



Pistes pour l'action locale

Compte tenu de la pression démographique actuelle au Maroc, la création d'activités nouvelles est nécessaire pour résorber le chômage des jeunes. L'emploi indépendant (**30%** des emplois non familiaux dans l'enquête) pourrait être développé.

A côté des mesures réglementaires utiles (comme le statut d'auto-entrepreneur actuellement à l'étude au Maroc, ou des avantages fiscaux et parafiscaux pour stimuler la création d'entreprises formelles), deux types d'actions sont envisageables :

- des actions de formation,
- des actions d'accompagnement.

Les acteurs locaux sont les mieux placés pour les mettre en œuvre.

Les actions de formation doivent être organisées avec une prise en charge globale des personnes (transport, logement, santé, ...). Elles peuvent se situer dans le cadre scolaire pour éviter le décrochage précoce. Pour les actions de formation en faveur des femmes et des jeunes déjà sur le marché du travail, **le principe de l'alternance** paraît le plus adapté.

Actions de formation

Dans le cadre scolaire :

- ▶ **En milieu rural, améliorer l'accès à l'éducation** : développer des bonnes pratiques pour repenser l'offre scolaire en milieu rural et montagnard, par exemple via des écoles communautaires (pour l'instant absentes dans la région de MTH). Ce sont des écoles rurales avec prise en charge transversale, et non pas sectorielle, des enfants/jeunes : un internat pour les élèves, des services d'éducation, de transport, de santé. C'est un montage partenarial (collectivités territoriales, services ministériels déconcentrés, ONG, fondation de la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc), avec un rôle central dévolu à l'Education nationale.

- ▶ **Favoriser l'initiation à l'entrepreneuriat très en amont**, dès l'école, par des pratiques pédagogiques adaptées (ateliers qui favorisent l'esprit d'initiative, l'autonomie des jeunes). Par ailleurs, un enseignement de découverte professionnelle peut être proposé en fin de premier cycle secondaire.

En dehors du cadre scolaire :

- ▶ **Former en alternance les jeunes décrocheurs avec certification des compétences acquises** : c'est l'objet du projet MedNC, qui s'adresse aussi aux jeunes diplômés chômeurs. Les compétences de base nécessaires à la création d'entreprise sont incluses dans le projet.
- ▶ **Former les femmes rurales en situation de forte vulnérabilité**, par des activités génératrices de revenu intégrant une composante d'alphabétisation : évaluer les dispositifs existants pour étendre les bonnes pratiques.
- ▶ **Développer les compétences transversales de base des jeunes** (maîtrise des langues, maîtrise d'Internet). Le niveau régional et local est bien adapté à ce type d'actions.

Actions d'accompagnement

- ▶ Favoriser le développement d'actions pour **accompagner l'insertion économique et sociale des jeunes en difficulté** (du type Missions Locales pour l'Emploi ou insertion par l'activité économique : actuellement le service public de l'emploi marocain accompagne principalement les diplômés).
- ▶ **Accompagner les créateurs d'entreprises et l'auto-emploi**, après avoir analysé ce qui fonctionne ou non en matière d'auto-entrepreneuriat.

A venir

Valorisation de la base de données **OCEMO** par des publications et la mise des données individuelles à la disposition de la communauté scientifique ;

Poursuite de la collaboration avec les partenaires de la région de MTH pour la mise en place de l'observatoire régional de la jeunesse ;

Michèle Mansuy, *Administrateur Insee, Responsable du pôle Etudes-Recherche de l'OCEMO*

E-mail : michele.mansuy@ocemo.org

Tél. : +33 (0)4 95 09 47 84

Prolongation des contacts positifs pris avec les partenaires marocains pour une extension de l'enquête à une ou deux autres régions au Maroc, avec l'appui scientifique de l'OCEMO ;

De façon plus globale, développement de ce type d'approche dans d'autres pays des rives Sud et Est de la Méditerranée.

